

NOTE DE SERVICE

N° 03-011-B3 du 28 janvier 2003

NOR : BUD R 03 00011 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

NOTIFICATION AUX SERVICES DES IMPÔTS DE LA LISTE DES PERSONNES
BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE MENTIONNÉE
AUX ARTICLES L 815-2 OU L 815-3 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

ANALYSE

Suppression de la transmission d'informations à la DGI.

Date d'application : 01/01/2003

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES SERVICES FISCAUX ;
NOTIFICATION ; SIMPLIFICATION DE SERVICE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

DIFFUSION

CS 1

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

En application des dispositions de l'article 17-1 de la loi de finances n° 67-1114 du 21 décembre 1967 (J.O. du 22 décembre 1967), depuis le 1^{er} janvier 1969, les comptables du Trésor chargés du paiement des pensions relevant du code des pensions civiles et militaires de retraite adressent chaque année, au mois de janvier, aux directions départementales des services fiscaux, la liste des titulaires de pensions auxquels l'allocation supplémentaire mentionnée aux articles L 815-2 et L 815-3 du code de la sécurité sociale a été attribuée ou supprimée au cours de l'année précédente.

En effet, l'article L 98 du code des procédures fiscales dispose que les organismes débiteurs de ces allocations sont tenus de fournir à l'administration des impôts, avant le 31 janvier de chaque année, la liste des personnes auxquelles l'allocation a été attribuée ou supprimée en cours d'année.

Les titulaires de ces allocations sont alors exonérés d'office de la taxe d'habitation et de la taxe foncière.

Après avoir pris l'attache de la direction de la législation fiscale, il apparaît que la suppression de la transmission de ces listes ne serait pas préjudiciable au fonctionnement de ses services.

En outre, un échange automatisé d'informations entre les divers organismes prestataires des allocations supplémentaires susvisées et les services fiscaux est à l'étude.

Dans l'attente de l'aboutissement de ce projet et dans le cadre des simplifications de services, les dispositions de l'instruction n° 69-3 B 3 du 7 janvier 1969 sont suspendues.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE